

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

**CENTRE DE SERVICES
SCOLAIRE DE
CHARLEVOIX**

30 juin 2020

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Centre de services scolaire de Charlevoix

Les états financiers suivants du **Centre de services scolaire de Charlevoix** constituent un résumé du rapport financier annuel officiel du Centre de services scolaire prescrit par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) auxquels j'ai joint mon rapport d'auditeur indépendant daté du 13 octobre 2020 et qui se lit comme suit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Centre de services scolaire de Charlevoix

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du **Centre de services scolaire de Charlevoix** (ci-après « Centre de services scolaire ») portant la signature électronique 7371405958, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2020, l'état des résultats, l'état du déficit, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, les renseignements complémentaires aux états financiers inscrits aux pages 7 à 275, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes et les renseignements complémentaires.

À mon avis, les états financiers ci-joints portant la signature électronique 7371405958 donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre de services scolaire au 30 juin 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant du Centre de services scolaire conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et mon rapport de l'auditeur sur ces états.

Mon opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et je n'exprime aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne mon audit des états financiers, ma responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que j'ai acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que j'ai effectués, je conclus à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, je suis tenu de signaler ce fait. Je n'ai rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Centre de services scolaire;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Centre de services scolaire à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Centre de services scolaire à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

 ¹
La Malbaie, le 13 octobre 2020

¹Par Benoit Côté, CPA auditeur, CA

Centre de services scolaire de Charlevoix

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	683 026	—
Subvention de fonctionnement à recevoir	4 773 932	4 111 039
Subvention à recevoir liée à l'acquisition d'immobilisations corporelles	76 310	114 466
Subvention à recevoir – financement	9 103 282	9 953 534
Taxes scolaires à recevoir	284 607	333 813
Débiteurs	756 940	829 765
Stocks destinés à la revente	94 277	63 444
Frais reportés liés aux dettes	327 716	316 013
Total des actifs financiers	16 100 090	15 722 074
PASSIFS		
Excédent des chèques en circulation sur les soldes bancaires	—	15 605
Emprunts à court terme [note 5]	9 113 219	10 379 209
Créditeurs	6 844 315	5 530 724
Produits reportés [note 6]	2 071 745	1 645 903
Provision pour avantages sociaux futurs	1 984 654	1 896 561
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention [note 7]	58 419 000	53 863 000
Total des passifs	78 432 933	73 331 002
Dettes nettes	(62 332 843)	(57 608 928)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles [note 4]	60 348 999	56 047 291
Stocks de fournitures	235 637	238 718
Frais payés d'avance	56 946	55 044
Total des actifs non financiers	60 641 582	56 341 053
Déficit accumulé	(1 691 261)	(1 267 875)

Passif éventuel [note 8]; Obligations contractuelles [note 9]; Éventualités [note 10] et Opérations entre apparentés [note 11]

Voir les notes complémentaires aux états financiers

Au nom du Centre de services scolaire,

_____, directrice générale

_____, directrice des ressources financières, des ressources matérielles et des technologies de l'information

Centre de services scolaire de Charlevoix

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 267 875	856 010
Ajouter		
Déficit de l'exercice	423 386	411 865
Solde à la fin de l'exercice	1 691 261	1 267 875

Voir les notes complémentaires aux états financiers

Centre de services scolaire de Charlevoix

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
PRODUITS		
Subvention de fonctionnement du MEES <i>[Annexe I]</i>	44 194 868	42 082 442
Autres subventions et contributions <i>[Annexe I]</i>	381 417	402 799
Taxes scolaires <i>[Annexe II]</i>	3 954 674	4 243 297
Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours <i>[Annexe II]</i>	701 629	595 885
Ventes de biens et services <i>[Annexe II]</i>	2 161 147	2 648 587
Divers <i>[Annexe II]</i>	380 320	644 156
Amortissement des contributions reportées liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles	100 048	102 619
	51 874 103	50 719 785
CHARGES		
Activités d'enseignement et de formation <i>[Annexe III]</i>	22 081 821	20 655 384
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation <i>[Annexe IV]</i>	13 762 152	13 905 000
Services d'appoint <i>[Annexe V]</i>	5 057 997	5 246 684
Activités administratives <i>[Annexe VI]</i>	3 126 941	3 119 264
Activités relatives aux biens meubles et immeubles <i>[Annexe VII]</i>	6 129 975	6 009 367
Activités connexes <i>[Annexe VIII]</i>	2 050 510	2 139 336
Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux	88 093	56 615
	52 297 489	51 131 650
Déficit de l'exercice	(423 386)	(411 865)

Voir les notes complémentaires aux états financiers

Centre de services scolaire de Charlevoix

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Dette nette au début de l'exercice	(57 608 928)	(56 427 661)
Déficit de l'exercice	(423 386)	(411 865)
Variation des immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 947 537)	(3 256 980)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 645 829	2 502 902
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(4 301 708)	(754 078)
Variation des stocks de fournitures	3 081	(36 235)
Variation des frais payés d'avance	(1 902)	20 911
	1 179	(15 324)
Augmentation de la dette nette	(4 723 915)	(1 181 267)
Dette nette à la fin de l'exercice	(62 332 843)	(57 608 928)

Voir les notes complémentaires aux états financiers

Centre de services scolaire de Charlevoix

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(423 386)	(411 865)
Éléments n'affectant pas les liquidités :		
Provision pour avantages sociaux futurs	88 093	56 615
Stocks de fournitures	3 081	(36 235)
Frais payés d'avance	(1 902)	20 911
Variation des produits reportés	425 842	(120 032)
Variation des frais reportés liés aux dettes	(11 703)	(15 086)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 645 829	2 502 902
Variation des actifs financiers et passifs liés au fonctionnement	1 403 075	(50 397)
Liquidités provenant des activités de fonctionnement	4 128 929	1 946 813
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Sorties de fonds pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, soit les liquidités utilisées pour les activités d'investissement [note 4]	(6 720 308)	(2 917 580)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produits provenant de l'émission de dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	8 076 000	6 586 000
Remboursement de dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	(3 520 000)	(3 257 000)
Variation des emprunts temporaires	(1 265 990)	(2 720 791)
Liquidités provenant des activités de financement	3 290 010	608 209
Augmentation (diminution) des liquidités	698 631	(362 558)
Liquidités (déficitaires) au début de l'exercice	(15 605)	346 953
Liquidités (déficitaires) à la fin de l'exercice	683 026	(15 605)

Voir les notes complémentaires aux états financiers

Centre de services scolaire de Charlevoix

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

1. STATUT

Le Centre de services scolaire est constitué en vertu du décret 1014-97 du 13 août 1997. Les états financiers ont été élaborés pour satisfaire aux exigences de l'article 287 de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3). Le Centre de services scolaire a pour mission d'organiser, au bénéfice des personnes relevant de sa compétence, les services éducatifs prévus par la Loi sur l'instruction publique et par les régimes pédagogiques établis par le gouvernement du Québec.

Le Centre de services scolaire a également pour mission de promouvoir et valoriser l'éducation publique sur son territoire, de veiller à la qualité des services éducatifs et à la réussite des élèves en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarisation et de qualification de la population et de contribuer dans la mesure prévue par la Loi sur l'instruction publique au développement social, culturel et économique de sa région.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre de services scolaire utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Produits

Subventions et contributions reportées

Les subventions du MEES sont constatées dans l'exercice où le Centre de services scolaire a satisfait aux critères d'admissibilité prescrits dans les règles budgétaires de cet exercice. À moins d'indications contraires, les produits de subvention versés par le MEES, conformément aux dispositions des règles budgétaires, ne sont pas reportés.

Taxe scolaire

Les produits de la taxe scolaire sont constatés dans la période couverte par le rôle de perception. Les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur. La période couverte par les factures annuelles de taxe scolaire est du 1^{er} juillet au 30 juin. La taxe scolaire est imposée sur la valeur ajustée. La valeur ajustée est déterminée par l'application, sur trois ans, de la variation entre la valeur uniformisée effective au 31 décembre de la dernière année du rôle précédent et celle figurant au nouveau rôle qui prend effet au 1^{er} janvier. Les produits tenant lieu de taxe scolaire sont constatés dans l'exercice au cours duquel les sommes sont encaissées.

Ventes de biens et services et revenus divers

Les produits sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Charges

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice, qu'un paiement ait été fait ou non, ou que des factures aient été reçues ou non, et l'amortissement du coût des immobilisations corporelles pour l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation de la période de cette provision est constatée aux résultats du poste « Activités connexes ».

Stocks destinés à la vente

Les stocks destinés à la vente sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Frais reportés liés aux dettes

Les frais reportés liés aux dettes sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt.

Passifs

Produits reportés

Les sommes reçues concernant des produits qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de produits reportés au passif.

Des produits peuvent être comptabilisés à titre de produits reportés s'ils sont assortis des trois stipulations suivantes :

- une clause de finalité qui ne laisse à l'organisme scolaire que peu ou pas de pouvoir discrétionnaire quant à l'utilisation des ressources transférées;
- une clause temporelle future qui ne laisse à l'organisme scolaire que peu ou pas de pouvoir discrétionnaire quant à la période ou aux périodes dans lesquelles les sommes reçues doivent être utilisées ou consommées;
- des clauses de reddition de comptes qui exigent une surveillance continue de l'exécution et qui imposent des conséquences en cas de non-respect des conditions du transfert tel que le remboursement des ressources transférées.

Les contributions reçues relativement aux acquisitions d'immobilisations corporelles sont reportées et constatées aux résultats selon la même méthode et les mêmes durées que celles utilisées pour l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

Provision pour avantages sociaux

Les obligations à court terme découlant des autres congés de maladie, des vacances, des heures supplémentaires accumulées, de l'assurance-traitement et des autres congés sociaux (maternité, paternité) ainsi que les obligations à long terme découlant des congés de maladie monnayables du personnel enseignant gagnés par les employés du Centre de services scolaire sont comptabilisées au coût à titre de passif. La variation de l'exercice de la provision est constatée aux résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

Provision pour avantages sociaux [suite]

Parmi les obligations à long terme découlant d'avantages sociaux accordés à des salariés, le Centre de services scolaire dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie, conformément aux diverses conventions collectives en vigueur jusqu'au 30 juin 2016, ce programme permettait à certains employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils avaient droit annuellement et de se les faire monnayer en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Par ailleurs, dans un contexte de départ en préretraite, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées. Depuis le 1^{er} juillet 2016, les employés ne peuvent plus accumuler les congés de maladie acquis après cette date. Les congés de maladie seront payés annuellement au 30 juin s'ils ne sont pas utilisés à cette date.

Régime d'avantages complémentaires à la retraite

Les membres du personnel du Centre de services scolaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des enseignants (RRE) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les cotisations de la période du Centre de services scolaire envers ces régimes gouvernementaux de même que les prestations sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées aux états financiers.

Dettes à long terme

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajustées de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. À l'exception des terrains, le coût des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile suivantes :

Aménagements de terrains	10 ou 20 ans
Bâtiments et améliorations majeures aux bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Matériel et équipement	3 à 15 ans
Équipement spécialisé	10 ou 20 ans
Manuels scolaires	5 ans
Documents de bibliothèque	10 ans
Réseaux de télécommunications	20 ans
Développement informatique	5 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

Actifs non financiers

Immobilisations corporelles [suite]

Les immobilisations corporelles en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les sommes reçues d'organismes sont comptabilisées au passif à titre de produits reportés et virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations corporelles concernées. Toutefois, les contributions reçues pour l'achat de terrains sont constatées aux produits dans l'année d'acquisition.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de services scolaire de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle doit être réduit pour refléter sa baisse de valeur.

Stocks de fournitures

Les stocks qui se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours de la ou des prochaines années financières sont présentés à titre d'actifs non financiers. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'année financière pour des services dont le Centre de services scolaire bénéficiera au cours de la ou des prochaines années financières. Ces frais seront imputés aux charges au moment où le Centre de services scolaire bénéficiera des services acquis.

Instruments financiers

Au 1^{er} avril 2013 est entrée en vigueur la norme comptable de l'ICCA pour le secteur public SP 3450 Instruments financiers. Son application implique l'évaluation à leur juste valeur des instruments financiers dérivés et des placements de portefeuille composés d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif. La variation de la période des justes valeurs de ces instruments financiers engendre des gains et pertes non réalisés qui doivent être présentés dans un nouvel état financier, appelé État des gains et des pertes de réévaluation, jusqu'à leur décomptabilisation par extinction ou par revente.

En vertu de la Loi sur l'instruction publique, le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur détermine le format du rapport financier applicable aux Centres de services scolaire. Pour l'exercice se terminant le 30 juin 2020, le Ministère a convenu de ne pas inclure le nouvel état financier requis puisqu'il estime peu ou non probable qu'un Centre de services scolaire détienne des instruments financiers devant être évalués à la juste valeur considérant les limitations imposées par la Loi sur l'instruction publique en ce sens.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

Instruments financiers [suite]

- Le Centre de services scolaire ne détient pas au 30 juin 2020 et n'a pas détenu au cours de la période d'instruments financiers devant être évalués à la juste valeur et par conséquent, il n'y a pas de gain ou de perte de réévaluation.

Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle partagé. Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

Actifs éventuels

Le Centre de services scolaire applique la norme SP3320, Actifs éventuels, qui comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable. Puisque le Centre de services scolaire n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'est présentée.

3. INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

La préparation des états financiers du Centre de services scolaire par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de l'exercice visé par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les frais courus à payer et la provision pour avantages sociaux futurs. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2020		2019	
	Coût \$	Amortissement accumulé \$	Coût \$	Amortissement accumulé \$
Terrains	810 914	—	810 914	—
Aménagements de terrains	2 483 919	802 873	1 943 838	668 665
Bâtiments et améliorations majeures aux bâtiments	97 266 631	41 435 146	91 558 569	39 586 552
Améliorations locatives	172 843	172 843	172 843	155 559
Soldes à reporter	100 734 307	42 410 862	94 486 164	40 410 776

Centre de services scolaire de Charlevoix

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES [SUITE]

	2020		2019	
	Coût	Amortissement	Coût	Amortissement
	\$	\$	\$	\$
Soldes reportés	100 734 307	42 410 862	94 486 164	40 410 776
Matériel et équipement	2 416 741	1 094 050	2 158 027	935 884
Équipement spécialisé	844 723	418 926	829 542	426 482
Manuels scolaires	58 319	28 297	58 319	16 633
Documents de bibliothèque	263 057	183 970	263 057	157 665
Réseaux de télécommunications	360 976	243 534	360 976	225 485
Développement informatique	80 253	29 738	78 105	13 974
	104 758 376	44 409 377	98 234 190	42 186 899
Amortissement accumulé	44 409 377		42 186 899	
Valeur nette	60 348 999		56 047 291	

Au cours de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 1 261 176 \$ [1 033 947 \$ au 30 juin 2019] qui est inclus dans les créditeurs. Cette opération est exclue de l'état des flux de trésorerie.

5. EMPRUNTS À COURT TERME

Le Centre de services scolaire dispose de crédits bancaires selon des montants maximaux variant à chaque mois en fonction des autorisations émises par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Au 30 juin 2020, le montant autorisé se chiffrait à 15 310 739 \$. Les emprunts à court terme portent intérêts au taux préférentiel de la caisse centrale Desjardins sans majoration. Cet emprunt est renouvelable le 30 juin 2022.

6. PRODUITS REPORTÉS

	Solde au		Diminution de	Solde à la
	début	Augmentation	l'exercice	fin
	\$	\$	\$	\$
Opérations	499 395	894 675	657 269	736 801
Immobilisations corporelles	1 146 508	288 485	100 049	1 334 944
	1 645 903	1 183 160	757 318	2 071 745

Centre de services scolaire de Charlevoix

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

7. DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION

	2020 \$	2019 \$
Billets		
8,31 %, remboursable en versements annuels en capital de 110 000 \$ plus les intérêts, échéant en janvier 2021	110 000	220 000
3,271 %, remboursable en versements annuels de 264 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 3 451 000 \$ en septembre 2024	4 507 000	4 771 000
2,944 %, remboursable en versements annuels en capital de 731 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 3 160 000 \$ en septembre 2024	6 084 000	6 815 000
3,21 %, remboursable en versements annuels en capital de 338 000 \$ plus les intérêts, échéant en mars 2041	7 098 000	7 436 000
2,369 %, remboursable en versements annuels en capital de 584 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2027	5 052 000	5 636 000
1,972 %, remboursable en versements annuels en capital de 397 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2026	8 734 000	9 131 000
1,9928 %, remboursable en versements annuels en capital de 257 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 2 933 000 \$ en octobre 2024, échéant en 2024	3 961 000	4 218 000
3,17 %, remboursable en versements annuels en capital de 149 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2038	2 678 000	2 827 000
2,933 %, remboursable en versements annuels en capital de 252 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2042	5 796 000	6 048 000
3,331 %, remboursable en versements annuels en capital de 263 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 274 000 \$ en novembre 2043	6 323 000	6 586 000
2,267 %, remboursable en versements annuels en capital de 301 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2045	7 525 000	—
0,737 %, remboursable en versements annuels en capital de 184 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 183 000 \$ en mai 2023, échéant en 2023	551 000	—
Remboursé durant l'exercice	—	175 000
	58 419 000	53 863 000

Centre de services scolaire de Charlevoix

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

7. DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION [SUITE]

Le capital à rembourser sur les emprunts à long terme au cours des cinq prochains exercices se chiffre à :

3 830 000	\$	en	2021
3 720 000	\$	en	2022
3 719 000	\$	en	2023
3 536 000	\$	en	2024
11 828 000	\$	en	2025

8. PASSIF ÉVENTUEL

Le règlement futur des divers griefs concernant des membres du personnel pourrait entraîner des déboursés totalisant au plus 408 430 \$ et ce, dans l'hypothèse où tous les employés concernés obtiendraient gain de cause. Aucune provision n'a été inscrite aux états financiers relativement au passif éventuel.

9. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Centre de services scolaire est partie à diverses ententes de biens et services dont les montants à payer jusqu'à l'expiration des contrats se détaillent ainsi :

	Durée initiale	Échéances	Versements estimatifs			Total \$
			2021 \$	2022 \$	2023 \$	
Rénovation des immeubles	N/A	diverses	4 429 437	—	—	4 429 437
Fibre optique et téléphonie IP	N/A	diverses	65 374	51 039	36 218	152 631
Entretien ménager	3 ans	diverses	800 062	416 884	337 762	1 554 708
Déneigement	3 ans	diverses	101 680	12 613	—	114 293
Entretien spécialisé -immeubles et autres	2 ans	2022	146 010	32 676	—	178 686
Services profes- sionnels et spécialisés	3 ans	2023	1 278 411	1 038 291	1 038 291	3 354 993
Transport scolaire	5 ans	2022	3 457 215	3 509 073	—	6 966 288
			10 278 189	5 060 576	1 412 271	16 751 036

Centre de services scolaire de Charlevoix

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

10. ÉVENTUALITÉS

Suite à la résiliation du contrat de la phase 5 de la consolidation de la structure du Centre éducatif St-Aubin, l'entrepreneur a fait parvenir une réclamation au Centre de services scolaire. Une provision a été inscrite aux états financiers selon les estimations de la direction. Le dossier a été transmis aux avocats et des discussions sont toujours en cours pour déterminer le montant final du règlement.

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Centre de services scolaire est apparenté avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives du Centre de services scolaire. Les principaux dirigeants sont la directrice générale et les directeurs de services du Centre de services scolaire aux fins des états financiers consolidés du gouvernement.

Le Centre de services scolaire n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles qui sont divulguées distinctement aux pages 190 et 191 du rapport financier.

12. GESTION DU RISQUE

Politique de gestion des risques

Le Centre de services scolaire, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 30 juin 2020.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un contrepartiste fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit du Centre de services scolaire est principalement attribuable à ses comptes à recevoir des usagers. Afin de réduire son risque de crédit, le Centre de services scolaire analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir des usagers et une provision pour mauvaises créances est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs du Centre de services scolaire représente l'exposition maximale du Centre de services scolaire au risque de crédit.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. L'entité est exposée au risque de taux d'intérêt variable. Vu la composition actuelle de la dette à long terme (proportion de la dette portant intérêt à taux fixe par rapport à la proportion de la dette portant intérêt à taux variable), les instruments à taux d'intérêt fixes assujettissent l'entité à un risque de juste valeur et ceux à taux variables à un risque de flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2020

13. INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

La pandémie de COVID-19 et les mesures prises en réaction à son éclosion ont entraîné des perturbations temporaires importantes des activités du Centre de services scolaire.

Le Centre de services scolaire a pris et continuera de prendre des mesures à la suite de ces événements afin d'en minimiser les répercussions. Toutefois, à la date de mise au point définitive des états financiers, la durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière du Centre de services scolaire pour les périodes futures.

14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2019 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2020.

PRODUITS SUBVENTIONS

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Subvention de fonctionnement du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur		
Formation générale des jeunes, des adultes et formation professionnelle	33 497 057	31 620 991
Équilibre fiscal	4 768 724	4 432 585
Service de la dette		
Intérêts et autres	1 594 897	1 547 926
Capital	3 520 000	3 257 000
Transport scolaire	1 681 768	1 802 745
Autres subventions du Ministère	(24 645)	—
Variation de la subvention-financement	(850 252)	(588 855)
Ajustement de la subvention de fonctionnement de l'année précédente	34 495	—
Autres ajustements de la subvention de fonctionnement	10 950	—
Ajustement de la subvention pour le transport scolaire de l'année précédente	17 764	—
Provision pour perfectionnement conventionné	(16 865)	—
Ajustement des autres subventions de fonctionnement reportées	(39 025)	10 050
	44 194 868	42 082 442
Autres subventions et contributions		
Subventions du gouvernement provincial – charges de fonctionnement	356 094	374 633
Subventions du gouvernement fédéral – charges de fonctionnement	25 323	28 166
	381 417	402 799

Voir les notes complémentaires aux états financiers

PRODUITS AUTRES

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Taxes scolaires		
Subventions tenant lieu de la taxe scolaire	9 332	10 874
Taxe scolaire – année courante	3 916 181	4 185 044
Taxe scolaire – années antérieures	29 161	47 379
	3 954 674	4 243 297
Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours		
Droits chargés – effectifs adultes	15 620	28 306
Revenus – cours en formation professionnelle (Services aux entreprises)	686 009	567 579
	701 629	595 885
Ventes de biens et services		
Fournitures et matériel scolaire	235 966	249 009
Surveillance et transport du midi	151 962	215 909
Services de garde	681 696	914 245
Autres activités chargées aux parents	309 742	416 477
Autres ventes de biens et services	781 781	852 947
	2 161 147	2 648 587
Divers		
Location d'immeubles ou de biens meubles	96 073	99 372
Participation financière d'organismes – charges de fonctionnement	150 781	356 441
Publicité et commandites	85 680	75 043
Autres	47 786	113 300
	380 320	644 156

Voir les notes complémentaires aux états financiers

**CHARGES
ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET
DE FORMATION**

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Éducation préscolaire		
Rémunération	1 801 274	1 599 060
Contributions de l'employeur	201 040	174 369
Frais de déplacement	100	—
Fournitures et matériel	18 687	25 372
Charges d'investissement non capitalisables	375	754
	2 021 476	1 799 555
Enseignement primaire		
Rémunération	8 595 889	8 240 815
Contributions de l'employeur	941 773	904 585
Frais de déplacement	19 560	23 884
Fournitures et matériel	61 307	65 668
Services, honoraires et contrats	615	1 854
Charges d'investissement non capitalisables	463	347
	9 619 607	9 237 153
Enseignement secondaire général		
Rémunération	5 443 070	5 046 173
Contributions de l'employeur	581 725	530 917
Frais de déplacement	2 952	6 680
Fournitures et matériel	114 243	157 144
Services, honoraires et contrats	56 819	74 332
Charges d'investissement non capitalisables	2 249	2 814
	6 201 058	5 818 060
Formation professionnelle		
Rémunération	954 418	952 937
Contributions de l'employeur	109 202	105 284
Frais de déplacement	15 051	10 693
Fournitures et matériel	141 592	200 028
Services, honoraires et contrats	249 577	233 341
Charges d'investissement non capitalisables	1 729	2 464
Autres	103	758
	1 471 672	1 505 505
Solde à reporter	19 313 813	18 360 273

Voir les notes complémentaires aux états financiers

**CHARGES
ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET
DE FORMATION [SUITE]**

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Solde reporté	19 313 813	18 360 273
Enseignement particulier		
Rémunération	1 331 503	1 407 958
Contributions de l'employeur	140 066	142 595
Frais de déplacement	544	983
Fournitures et matériel	18 101	22 339
Services, honoraires et contrats	2 565	5 564
Charges d'investissement non capitalisables	235	—
	1 493 014	1 579 439
Formation des adultes		
Rémunération	737 613	588 503
Contributions de l'employeur	86 596	67 834
Frais de déplacement	1 084	4 572
Fournitures et matériel	23 215	24 771
Services, honoraires et contrats	424 973	29 029
Autres	1 513	963
	1 274 994	715 672
	22 081 821	20 655 384

Voir les notes complémentaires aux états financiers

CHARGES
ACTIVITÉS DE SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT
ET À LA FORMATION

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Gestion des écoles et des centres		
Rémunération	2 990 311	2 812 629
Contributions de l'employeur	343 082	321 593
Frais de déplacement	18 987	25 555
Fournitures et matériel	164 988	176 366
Services, honoraires et contrats	99 794	166 162
Charges d'investissement non capitalisables	4 412	4 543
Autres	11 596	9 015
	3 633 170	3 515 863
Moyens d'enseignement		
Rémunération	890 715	812 766
Contributions de l'employeur	111 429	101 623
Frais de déplacement	10 835	12 747
Fournitures et matériel	100 957	146 971
Services, honoraires et contrats	169 531	211 173
Charges d'investissement non capitalisables	88 540	92 362
	1 372 007	1 377 642
Services complémentaires		
Rémunération	4 090 197	3 816 197
Contributions de l'employeur	486 019	456 301
Frais de déplacement	19 103	29 800
Fournitures et matériel	11 311	22 412
Services, honoraires et contrats	49 519	2 173
Charges d'investissement non capitalisables	188	572
Autres	5 411	8 129
	4 661 748	4 335 584
Solde à reporter	9 666 925	9 229 089

Voir les notes complémentaires aux états financiers

CHARGES
ACTIVITÉS DE SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT
ET À LA FORMATION [SUITE]

Exercice terminé le 30 juin

	2020 \$	2019 \$
Solde reporté	9 666 925	9 229 089
Services pédagogiques et de formation d'appoint		
Rémunération	1 699 101	1 884 968
Contributions de l'employeur	196 847	213 527
Frais de déplacement	4 259	6 376
Fournitures et matériel	7 134	13 026
Services, honoraires et contrats	7 633	14 007
Charges d'investissement non capitalisables	384	—
	1 915 358	2 131 904
Animation et développement pédagogique		
Rémunération	950 675	854 388
Contributions de l'employeur	106 043	97 758
Frais de déplacement	21 054	23 258
Fournitures et matériel	34 780	62 746
Services, honoraires et contrats	27 732	38 801
Charges d'investissement non capitalisables	1 356	2 673
Autres charges	200	
	1 141 840	1 079 624
Perfectionnement du personnel enseignant et autre personnel de soutien à l'enseignement		
Rémunération	30 252	74 864
Contributions de l'employeur	3 735	9 051
Frais de déplacement	29 836	41 116
Fournitures et matériel	6 310	22 654
Services, honoraires et contrats	38 944	49 902
	109 077	197 587
Activités sportives, culturelles et sociales		
Rémunération	278 890	268 372
Contributions de l'employeur	33 466	31 684
Frais de déplacement	17 906	13 906
Fournitures et matériel	445 305	745 447
Services, honoraires et contrats	138 341	199 882
Charges d'investissement non capitalisables	8 267	3 053
Autres	6 777	4 452
	928 952	1 266 796
	13 762 152	13 905 000

Voir les notes complémentaires aux états financiers

CHARGES SERVICES D'APPOINT

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Services alimentaires		
Rémunération	140 902	132 065
Contributions de l'employeur	16 210	16 011
Frais de déplacement	80	—
Fournitures et matériel	178 706	248 541
Services, honoraires et contrats	1 040	2 371
Charges d'investissement non capitalisables	945	2 292
	337 883	401 280
Transport scolaire		
Fournitures et matériel	80	—
Services, honoraires et contrats	3 340 803	3 521 663
Autres	52 473	95 769
	3 393 356	3 617 432
Services de garde		
Rémunération	1 124 268	1 015 777
Contributions de l'employeur	137 072	124 984
Frais de déplacement	8 900	3 114
Fournitures et matériel	35 751	63 959
Services, honoraires et contrats	16 974	16 228
Charges d'investissement non capitalisables	3 579	3 141
Autres	214	769
	1 326 758	1 227 972
	5 057 997	5 246 684

Voir les notes complémentaires aux états financiers

CHARGES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
<hr/>		
Conseil des commissaires, comités et élections		
Rémunération	120 305	119 640
Contributions de l'employeur	6 344	6 537
Frais de déplacement	5 028	7 058
Fournitures et matériel	1 321	6 028
Services, honoraires et contrats	10 721	11 708
	<hr/> 143 719	<hr/> 150 971
<hr/>		
Gestion		
Rémunération	1 790 974	1 792 502
Contributions de l'employeur	209 995	207 965
Frais de déplacement	18 934	31 142
Fournitures et matériel	35 240	38 629
Services, honoraires et contrats	343 974	360 690
Charges d'investissement non capitalisables	914	275
Autres	20 832	22 057
	<hr/> 2 420 863	<hr/> 2 453 260
<hr/>		
Services corporatifs		
Rémunération	232 204	225 035
Contributions de l'employeur	24 935	24 064
Frais de déplacement	5 565	7 520
Fournitures et matériel	38 469	22 528
Services, honoraires et contrats	210 182	205 920
Charges d'investissement non capitalisables	22 225	17 269
	<hr/> 533 580	<hr/> 502 336
<hr/>		
Perfectionnement		
Frais de déplacement	5 771	6 202
Fournitures et matériel	26	51
Services, honoraires et contrats	22 982	6 444
	<hr/> 28 779	<hr/> 12 697
	<hr/> 3 126 941	<hr/> 3 119 264
<hr/>		

Voir les notes complémentaires aux états financiers

CHARGES
ACTIVITÉS RELATIVES AUX BIENS MEUBLES ET
IMMEUBLES

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Entretien et amortissement des biens meubles		
Fournitures et matériel	4 924	8 035
Services, honoraires et contrats	431	1 328
Charges d'investissement non capitalisables et amortissement	650 911	614 001
	656 266	623 364
Conservation et amortissement des biens immeubles		
Rémunération	534 441	487 083
Contributions de l'employeur	64 869	59 287
Frais de déplacement	42 307	43 586
Fournitures et matériel	149 796	191 197
Services, honoraires et contrats	488 670	475 423
Charges d'investissement non capitalisables et amortissement	2 025 191	1 921 385
	3 305 274	3 177 961
Entretien ménager		
Rémunération	241 987	245 353
Contributions de l'employeur	29 827	30 512
Frais de déplacement	175	—
Fournitures et matériel	78 754	22 406
Services, honoraires et contrats	951 267	820 417
Charges d'investissement non capitalisables et amortissement	854	—
	1 302 864	1 118 688
Consommation énergétique		
Fournitures et matériel	803 245	962 468
Solde à reporter	6 067 649	5 882 481

Voir les notes complémentaires aux états financiers

CHARGES
ACTIVITÉS RELATIVES AUX BIENS MEUBLES ET
IMMEUBLES [SUITE]

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Solde reporté	6 067 649	5 882 481
Protection et sécurité		
Rémunération	3 449	3 695
Contributions de l'employeur	428	460
Frais de déplacement	2 679	—
Fournitures et matériel	29 256	3 009
Services, honoraires et contrats	151	151
Charges d'investissement non capitalisables	573	—
	36 536	7 315
Amélioration, transformation et rénovation majeure non capitalisable		
Rémunération	201	56 338
Contributions de l'employeur	31	6 827
Frais de déplacement	1 349	342
Fournitures et matériel	13 328	34 199
Services, honoraires et contrats	10 881	21 865
	25 790	119 571
	6 129 975	6 009 367

Voir les notes complémentaires aux états financiers

CHARGES ACTIVITÉS CONNEXES

Exercice terminé le 30 juin

	2020	2019
	\$	\$
Financement		
Intérêts sur les emprunts à long terme sujets à une subvention	1 499 341	1 448 102
Amortissement des frais reportés liés aux dettes	33 631	33 651
Intérêts sur emprunts à court terme	225 930	266 846
	1 758 902	1 748 599
Projets spéciaux		
Rémunération	31 466	28 375
Contributions de l'employeur	4 278	3 540
Frais de déplacement	1 322	8 089
Fournitures et matériel	10 760	4 914
Services, honoraires et contrats	5 391	1 820
Autres	—	140 397
	53 217	187 135
Rétroactivité		
Rémunération	21 456	15 955
Contributions de l'employeur	2 043	1 759
	23 499	17 714
Droits de scolarité et ententes		
Autres	—	2 262
Sécurité d'emploi		
Rémunération	48 511	—
Contribution de l'employeur	4 743	—
	53 254	—
Prêts de services		
Rémunération	11 261	10 411
Contributions de l'employeur	1 416	1 319
Frais de déplacement	—	988
	12 677	12 718
Variation des provisions		
Pour créances douteuses sur débiteurs	5 381	4 749
Autres activités connexes		
Fournitures et matériel	143 580	166 159
	2 050 510	2 139 336

Voir les notes complémentaires aux états financiers